

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES

Formulaire de déclaration du risque

AVERTISSEMENT

Le présent questionnaire ne constitue pas un engagement à souscrire un contrat d'assurance et reste strictement confidentiel.

Le soussigné déclare :

- que les réponses ci-après sont à sa connaissance exactes,
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (cf. articles du Code des assurances ci-dessous).

Le soussigné ne peut être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

Article L. 113-8 du Code des assurances

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L113-9 du Code des assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Nom et adresse du souscripteur :

Centre des monuments nationaux
Hôtel de Sully
62 rue Saint-Antoine
75186 Paris cedex 04

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ(S)

Le contrat doit-il être souscrit pour des organismes satellites du souscripteur ?

OUI / NON

Si OUI, lesquels ?

DONNÉES CHIFFRÉES

Nombre de personnels fonctionnaires	533
Nombre de personnels contractuels	1 249
Montant en € de la masse salariale totale hors charges sociales patronales (comptes 641)	61 075 209,31
Nombre de membres du conseil d'administration	15

Montant en € du budget de fonctionnement section dépenses (personnel inclus), budget principal et budgets annexes		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
160 154 029	173 165 026	177 277 828

Montant en € du budget d'investissement, budget principal et budgets annexes		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
107 700 860	49 202 836	67 917 738

Chiffre d'affaires (recettes propres du CMN + dotation de l'Etat)		
N-2	N-1	Prévisionnel N (année en cours)
220 608 789	194 373 896	207 523 334

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES BIENS

IMMEUBLES

Surface totale des immeubles dont le souscripteur est propriétaire ou qu'il occupe à quelque titre que ce soit :

m²

Existe-t-il des ERP (Etablissements Recevant du Public) susceptibles d'accueillir plus de 5 000 personnes ?

OUI / NON

Si OUI, en préciser le nom, la nature et la capacité **et transmettre le dernier avis de la commission de sécurité.**

BIENS SPÉCIFIQUES

Le souscripteur possède-t-il des drones ?

OUI / NON

Si oui, donner le descriptif de ces matériels.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ACTIVITÉS

Indiquer ci-après le détail des activités exercées.

Le Centre des monuments nationaux a pour mission d'entretenir, conserver et restaurer plus de cent monuments, allant de la Préhistoire au XX^{ème} siècle, ainsi que leurs collections, d'en favoriser la connaissance, de les présenter au public et d'en développer la fréquentation lorsque celle-ci est compatible avec leur conservation et leur utilisation.

Pour cela, le Centre des monuments nationaux :

- assure la réalisation et la diffusion, à titre gratuit ou onéreux, de publications, photographies, documents audiovisuels et plus généralement tous objets se rapportant au patrimoine ;
- gère les points de vente de ces produits ;
- organise des visites-conférences, des expositions, des spectacles et toutes autres manifestations à caractère pédagogique, culturel ou de loisir se rapportant aux monuments qui lui sont confiés ;
- fait réaliser des études historiques et scientifiques destinées à améliorer la connaissance des monuments nationaux et de leurs collections ;
- concède des activités, passe des baux et délivre à des personnes publiques ou privées des autorisations d'occupation du domaine public sur les monuments reçus en dotation ou mis à sa disposition ;
- développe les actions d'information et de promotion utiles à l'exécution de sa mission.

Il est également le maître d'ouvrage des travaux réalisés sur les monuments nationaux.

Il assure également l'édition sur tous supports de publications relatives au patrimoine, sous la marque Editions du patrimoine.

Il peut participer à des actions de coopération internationale dans le domaine du patrimoine.

Il acquiert pour le compte de l'Etat, à titre gratuit ou onéreux, des biens culturels tels que sculptures, peintures, tapisseries, meubles et objets d'art, destinés à être présentés au public dans les monuments nationaux.

Joindre le dernier rapport d'activité.

Le souscripteur dispose-t-il de services informatiques ?

OUI / NON

Si OUI, exécutent-ils des prestations pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Pour le compte d'entreprises industrielles ou commerciales	OUI / NON
Pour le compte d'autres collectivités ou établissements publics	OUI / NON
Montant des recettes annuelles en € :	0

RISQUES SPÉCIFIQUES

INSTALLATIONS CLASSÉES

Existe-t-il des installations classées fixes relevant des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement ? (par exemple déchets, assainissement, ateliers de réparation et d'entretien de véhicules, stockage ou distribution d'hydrocarbures, installations de chauffage par géothermie haute température, etc.)

OUI / NON

Certaines de ces installations sont-elles soumises à déclaration ou enregistrement ?

OUI / NON

Si OUI, lister toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

ainsi que toutes les installations dont le souscripteur est propriétaire non exploitant.

Nature / désignation	Adresse	Régime
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement
		Déclaration / Enregistrement

En cas de gestion déléguée, **joindre la clause assurance de la convention ou du contrat.**

Certaines de ces installations sont-elles soumises à autorisation préfectorale ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

RAYONNEMENTS IONISANTS

Le souscripteur possède-t-il ou utilise-t-il des sources de rayonnements ionisants ?
Matériel de sondage des sols (gammadensimètre), matériel de radiologie, etc.

OUI / NON

Si OUI, certaines de ces sources nécessitent-elles une autorisation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

CONSTRUCTION

Maîtrise d'ouvrage

Préciser la nature et le montant du chantier le plus important réalisé au cours des 3 dernières années.

Opération : Mise en valeur et d'aménagement du Logis royal et du bâtiment du Jeu de Paume du château de Villers-Cotterêts

Le château de Villers-Cotterêts, classé au titre des monuments historiques, a été reconstruit au début du XVI^e siècle sur ordre du roi François I^{er}, remanié au XVIII^e siècle, puis au cours des XIX^e et XX^e siècles, période pendant laquelle il servit de dépôt de mendicité puis de maison de retrait. Il était inoccupé depuis plus de 15 ans et était en assez mauvais état lorsqu'il a été confié au CMN. La CMN a conduit d'importants travaux de restauration et d'aménagement pour accueillir la Cité internationale de la langue française.

Montant (prévisionnel) : 143 785 731

Maîtrise d'œuvre

Le souscripteur dispose-t-il d'un service technique de maîtrise d'œuvre ou de bureau d'études techniques ?

OUI / NON

Si OUI, compléter le tableau ci-après.

Emploie-t-il des architectes salariés ?	OUI / NON	Si OUI nombre	5
Exécute-t-il des prestations pour le compte de tiers ?	OUI / NON		

Si le service exécute des prestations pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

Réalisation de travaux

Les services du souscripteur réalisent-ils des travaux relevant du champ décennal pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Si le souscripteur réalise des travaux pour le compte de tiers, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

GARAGE

Le souscripteur exécute-t-il des activités de garagiste ?

OUI / NON

Si OUI, réalise-t-il ce type de prestation pour le compte de tiers ?

OUI / NON

Si OUI, questionnaire complémentaire à demander à la Société PROTECTAS.

AUTRES INFORMATIONS ÉVENTUELLES

Les statuts du CMN sont définis par les articles L. 141-1 et R. 141-1 et suivants du code du patrimoine.

Concernant ses effectifs, en plus des 533 fonctionnaires et 1 249 contractuels indiqués précédemment, au 1^{er} mars 2025, le CMN comptait 34 apprentis et 2 vacataires à l'acte. Il comptait également 17 stagiaires.

Les architectes-urbanistes de l'Etat (AUE) employés par le CMN sont en charge de la maîtrise d'œuvre pour les travaux de réparation, c'est-à-dire ceux réparant les monuments à l'identique (mêmes matériaux, mêmes couleurs) selon la circulaire de 2009 jointe. Les travaux de restauration sont sous maîtrise d'œuvre d'architectes en chef des monuments historiques (ACMH) non employés par le CMN.

Pour les opérations de travaux dont le CMN assure la maîtrise d'œuvre, voici des précisions :

- 25/30 opérations en réparation sont prévues en 2025. La majorité de ces interventions concernent des marchés à commande pour de la maçonnerie ou des allées sur les domaines du CMN.
- Pour les travaux programmés en réparation pour 2025, 3,5M € a été engagé toutes dépenses confondues (TDC). Ce chiffre est un seuil haut qui ne sera sûrement pas atteint. Pour 2025, le montant maximum d'une opération de réparation est de 360 k€ TDC. La majorité des opérations est comprise entre 100 et 200 k€ TDC et il est rare que des opérations de réparation dépassant 200 k€ TDC. Toutefois, ces dernières années, une opération de réparation à 1M€ a été menée par un AUE, et un AUE suit actuellement une opération à 450 000 €. Le CMN ne souhaite pas que ce type d'interventions à montant élevé se poursuive de façon courante, mais cela peut arriver ponctuellement.
- Les travaux sous maîtrise d'œuvre des ACMH et des AUE ne se font pas concomitamment. Pour autant, les monuments du CMN étant de taille assez grande, il est tout à fait possible d'avoir une opération sous maîtrise d'œuvre AUE sur les communs d'un château par exemple tandis que l'ACMH conduit une opération sur les couvertures du château en même temps.

